

Article de presse, Het Financieele Dagblad, 22/12/2022

Texte original en NL : <https://fd.nl/financiele-markten/1462126/triodos-wil-vrede-sluiten-met-beleggers-maar-genoegdoening-ligt-heel-moeilijk-r212ca6CxNFL>

Triodos veut faire la paix avec les investisseurs mais « la réparation est très difficile »

Parler.

C'est ce que le Conseil d'administration et les administrateurs de la Banque Triodos souhaitent vivement auprès du groupe des détenteurs de certificats d'actions en colère. Devant la Chambre des entreprises jeudi, des paroles d'onction ont été prononcées au sujet d'un rétablissement de la confiance. À propos d'une plus grande participation à l'avenir pour les détenteurs d'actions concernés sans droit de vote. C'est tout ce qu'il y a dans le sac. La pierre de l'infraction - la nouvelle plate-forme de négociation avec une dépréciation estimée des certificats à 30% - doit passer rapidement. Et une forme de réparation, eh bien, c'est « très difficile », a déclaré l'avocat du conseil de surveillance.

Jeudi, une demande a été soumise à la Chambre des entreprises d'Amsterdam par le groupe d'intérêt Stichting Certificatahouders Triodos Bank (SCTB) et le club d'investisseurs privés VEB. Ils veulent savoir pourquoi la banque durable a soudainement cessé de négocier des certificats au début de 2020 et n'a pas repris à ce jour. Entre-temps, la valeur des pièces a chuté d'environ 30% et une nouvelle baisse n'est pas exclue lors de l'ouverture d'une nouvelle plateforme de trading dans le courant de 2023.

Dormir

Les détenteurs de certificats d'actions concernés demandent donc une enquête approfondie sur les précautions qui ont été prises après la crise financière de 2008 pour prévenir cette crise. « Nous avons l'impression que le conseil d'administration de Triodos dort depuis des années et utilise maintenant la crise du covid comme raison pour faire planter le système. Nous ne trouvons pas cela crédible », déclare l'avocat Martijn van Dam au nom de la Fondation SCTB. L'avocat de la VEB utilise même le mot mauvaise gestion. Il est fait référence aux procès-verbaux des réunions dans lesquels les commissaires notent que le modèle commercial n'est pas durable.

Triodos n'a pas besoin de regarder en arrière, la responsabilité de la politique ne va pas au-delà de 2018. « Le conseil d'administration actuel a été confronté à cette situation et a cherché et trouvé une solution avec la nouvelle plate-forme de trading », a déclaré l'avocat Overkleeft au nom de la direction. Une enquête est lourde pour la direction de la banque et n'est dans l'intérêt de personne, soutient-il. Une enquête à long terme retardera également l'introduction de la nouvelle plateforme de négociation, ce qui signifie que les détenteurs de certificats représentatifs ne pourront toujours pas se débarrasser de leurs documents et limiteront également la demande. Des alternatives telles qu'une introduction en bourse ont été pesées mais rejetées.

Alternatives

Le président du tribunal semble suivre ce raisonnement. Il demande si la Fondation a des alternatives à la nouvelle plateforme de trading. La VEB dresse une liste : introduction en bourse, fusion avec une autre banque, liquidation de prêts aux entreprises pour libérer du capital pour acheter des certificats. La Fondation hésite, elle veut aller de l'avant, mais elle veut aussi la justice. Avec le pistolet sur la poitrine, il est forcé d'accepter une lourde perte.

La Cour d'appel demande si une longue enquête d'établissement des faits n'est pas contraire aux intérêts des détenteurs de certificats représentatifs. La Chambre d'entreprise fait ce qu'elle fait souvent : voir si les parties peuvent se réunir elles-mêmes avant que le verdict ne soit rendu. Il appelle les administrateurs de la banque à présenter des excuses généreuses et à rechercher une forme de réparation.

L'actionnaire qui vote au nom de tous les détenteurs de certificats d'actions lors de réunions sur propositions de la direction - appelée SAAT - veut construire un pont entre le conseil d'administration et le groupe des détenteurs de certificats d'actions insatisfaits. Il a récemment suggéré que, sous la direction d'un médiateur, l'écart soit comblé. À la Chambre des entreprises, elle a proposé de réformer son modèle de participation afin que les détenteurs de certificats d'actions aient plus d'influence sur la politique de la banque verte.

Manque de confiance

En réponse à l'invitation de la Cour d'appel, l'avocat Van Dam de la Fondation SCTB affirme qu'il existe un profond fossé de confiance qui ne peut être comblé rapidement. « Ce n'est que sous la menace de cette audience que nous avons reçu plus de documents. Mais pas avant 2018, car, selon l'avocat, aucune affaire pertinente n'a été impliquée avant cette date. Selon l'avocat, cela en dit long sur la gestion des risques de la banque à l'époque. « Tout est maintenant transmis aux détenteurs du certificat. Les autres parties prenantes ne sont guère touchées par cette décision de grande portée. C'est pourquoi nous voulons une enquête approfondie. »

Le président de la Chambre d'entreprise donne aux partis l'espace nécessaire pour tenter de se rapprocher dans les semaines à venir. Il dit qu'il ne sait pas à quelle vitesse il rendra son verdict. Le conseil d'administration de la Fondation a promis de réfléchir, mais l'avocat de Triodos a exigé une décision. « Nous vous demandons de rejeter la demande d'enquête. »

Lees het volledige artikel: <https://fd.nl/financiele-markten/1462126/triodos-wil-vrede-sluiten-met-beleggers-maar-genoegeoning-ligt-heel-moeilijk-r212ca6CxNFL>